

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 6–10 juin 2005**

## **PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION**

**Point 9 de l'ordre du  
jour**

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2005/9-A/2**  
26 avril 2005  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **PROJET DE DÉVELOPPEMENT – PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE CENTRALE 10421.0**

**Renforcement des capacités des programmes  
intégrés d'apports en micronutriments en  
Amérique centrale et au Belize**

Durée du projet	Trois ans
<b>Coût (dollars E.-U.)</b>	
Coût total pour le PAM	5 970 000
Coût total pour les gouvernements	7 240 000

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ODPC): M. P. Medrano Rojas tél.: 066513-2323

Assistante principale, ODPC: Mme S. Marzorati tél.: 066513-2217

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



## RESUME

Les carences en micronutriments touchent le tiers de la population mondiale. En Amérique centrale, elles posent de graves problèmes de développement humain et économique et constituent en particulier un risque pour les jeunes enfants. Afin d'élargir l'accès, actuellement insuffisant, des enfants de 6 à 36 mois à des aliments enrichis appropriés du point de vue culturel et nutritionnel, le PAM jouera un rôle de catalyseur dans sept pays de la région. Le Programme rassemblera les gouvernements, le secteur privé et d'autres acteurs pour améliorer les formules, les modalités de production et les mécanismes de distribution d'aliments de complément enrichis pour les jeunes enfants. Le projet visera également à mieux faire comprendre combien il est important de lutter contre les carences en micronutriments chez les jeunes enfants. Des actions seront entreprises en collaboration pour réduire le coût des aliments de complément et renforcer leur valeur nutritionnelle, compte dûment tenu des facteurs culturels. Ce projet de renforcement des capacités permettra en outre d'identifier les meilleures pratiques, d'appuyer l'élaboration des politiques et de la législation et de promouvoir l'affectation de ressources financières accrues, à la réduction de la malnutrition due aux carences en micronutriments chez les jeunes enfants. Il aura une durée de trois ans et son coût s'élèvera à 5,97 millions de dollars E.-U.

## PROJET DE DECISION\*

Le Conseil d'administration approuve le Projet de développement – Projet de renforcement des capacités dans la région Amérique centrale 10421.0 "Renforcement des capacités des programmes intégrés d'apports en micronutriments en Amérique centrale et au Belize" (WFP/EB.A/2005/9-A/2).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



## ANALYSE DU PROBLEME

1. Les carences en vitamines et en minéraux, qui sont parfois qualifiées de "faim insoupçonnée", touchent 2 milliards d'êtres humains, soit le tiers de la population mondiale. Elles compromettent la santé et le potentiel de développement humain et sont des causes importantes de mortalité et de morbidité chez les enfants. Pendant les périodes de crise, elles aggravent la mortalité liée aux maladies<sup>1</sup>.
2. Ces carences réduisent la productivité du travail en entraînant des coûts économiques qui constituent des charges inutiles pour les systèmes de protection sociale. La Banque mondiale a estimé que le manque à gagner imputable aux carences en micronutriments pourrait atteindre 5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) par an; une action d'ensemble durable de lutte contre ces carences coûterait moins de 0,3 pour cent du PIB<sup>2</sup>. Les économies réalisées sur les dépenses de récupération nutritionnelle et les pertes de capital humain grâce à des programmes intégrés d'apports en micronutriments apporteraient des dividendes sociaux énormes.
3. Les causes des carences en micronutriments et macronutriments en Amérique centrale sont liées aux comportements et aux ressources. Les principales causes directes sont l'accès limité aux aliments à forte teneur énergétique riches en micronutriments, en particulier les aliments de complément pour les nourrissons, les mauvaises pratiques d'allaitement au sein et les taux élevés de diarrhées et d'infections respiratoires aiguës; les causes profondes sont la pauvreté au niveau des ménages et le manque d'hygiène et de soins de santé. La malnutrition chez les enfants dépend dans une large mesure de l'accès des femmes à l'éducation et de leur responsabilisation car les femmes qui ont peu d'influence ou de pouvoir dans leur foyer ne sont guère en mesure d'assurer une répartition équitable de la nourriture au niveau du ménage.

### Carences en vitamines et en minéraux en Amérique centrale

4. Même si les statistiques concernant les carences en vitamines et en minéraux sont généralement limitées, surtout au niveau infranational, les données concernant la malnutrition chronique sont souvent utilisées comme indicateur de remplacement car elles font ressortir les carences en micronutriments liées aux corrélations et liaisons puissantes qui existent entre toutes les formes de malnutrition. Les statistiques relatives à la malnutrition chronique et aux carences en micronutriments font apparaître que les problèmes nutritionnels ont tendance à toucher particulièrement les groupes autochtones et les autres populations marginalisées pour lesquelles les taux sont supérieurs aux moyennes nationales dans la région.
5. L'Amérique centrale est durement touchée par la malnutrition chronique et la malnutrition liée aux carences en micronutriments; les jeunes enfants sont extrêmement menacés car leur alimentation à base de céréales ne leur fournit pas suffisamment de vitamines et de minéraux et peut contenir des phytates qui empêchent l'assimilation du fer. D'après des enquêtes récentes, les carences en fer et en vitamine A sont les plus répandues; toutefois, on dispose de peu d'informations sur les carences en folates, en zinc, en iode et en vitamine B-12.

<sup>1</sup> HCR, UNICEF, PAM, OMS. 2003. *Besoins alimentaires et nutritionnels dans les situations d'urgence*. Rome.

<sup>2</sup> Banque mondiale. 1994. *Enrichir la vie humaine: en surmontant la malnutrition liée aux carences en vitamines et en minéraux dans les pays en développement*. Washington DC. Série de la Banque mondiale sur le développement dans la pratique.



6. L'anémie ferriprive est la carence nutritionnelle la plus répandue dans le monde. Un enfant sur quatre souffre d'anémie dans la région; en Amérique centrale, les taux les plus élevés sont enregistrés au Guatemala (50 pour cent) et au Honduras (47 pour cent). La carence en fer compromet la croissance physique, le développement intellectuel et affaiblit le système immunitaire chez les jeunes enfants. Chez les enfants d'âge scolaire, l'anémie ferriprive entrave les études et chez les adultes, elle provoque la fatigue chronique et réduit la capacité de travail.
7. La carence en vitamine A est la cause principale de cécité évitable chez les enfants dans le monde et elle contribue à augmenter la morbidité et la mortalité. Cette carence est liée à une nourriture insuffisante et à des pratiques médiocres d'allaitement au sein et d'alimentation des nourrissons; la faiblesse des réserves maternelles provoque des carences chez les enfants nourris au sein. La carence en vitamine A affaiblit les systèmes immunitaires, accroissant ainsi les risques de maladie et de mort précoce pour des millions d'enfants. D'après des extrapolations établies à partir des meilleures données disponibles, la carence en vitamine A touche 8,2 millions d'enfants de moins de 5 ans dans la région; en Amérique centrale les taux les plus élevés sont enregistrés au Guatemala (21 pour cent) et en El Salvador (17 pour cent)<sup>3</sup>.

<b>CARENES EN MICRONUTRIMENTS ET MACRONUTRIMENTS EN AMÉRIQUE CENTRALE ET AU BELIZE</b>			
<b>Pays</b>	<b>% estimatif d'enfants de moins de 6 ans présentant une carence en vitamine A de niveau sub-clinique</b>	<b>% estimatif d'enfants de moins de 5 ans atteints d'anémie ferriprive</b>	<b>Malnutrition chronique chez les enfants de moins de 6 ans (1995-2003)<sup>4</sup></b>
Guatemala	21	50	49
Honduras	15	47	29
El Salvador	17	28	25
Nicaragua	9	34	20
Costa Rica	9	26	6
Belize	24	19	15
Panama	6	34 <sup>5</sup>	14

Sources: Programme national pour l'alimentation et la nutrition, Panama 2000; Belize et Costa Rica: Profils nutritionnels de la FAO; tous autres pays: Initiative Micronutriments, *Vitamin and Mineral Deficiencies: A Global Progress Report*. Ottawa, 2004.

8. Les Gouvernements d'Amérique centrale sont intervenus pour réduire les carences en micronutriments en élaborant des politiques relatives à la nutrition, en adoptant des lois en la matière, en créant des comités techniques et en investissant dans l'enrichissement des aliments, mais n'ont pas réussi pour autant à prévenir la malnutrition liée aux carences en micronutriments chez les jeunes enfants. D'après une estimation de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) El Salvador, le Guatemala,

<sup>3</sup> Initiative Micronutriments 2004. *Vitamin and Mineral Deficiencies: A Global Progress Report*. Ottawa.

<sup>4</sup> UNICEF. 2005. *La situation des enfants dans le monde*. New York.

<sup>5</sup> Enfants âgés de 6 à 24 mois.



le Honduras et le Nicaragua n'ont guère de chances d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en ce qui concerne la nutrition d'ici 2015<sup>6</sup>.

9. La prise de conscience et les engagements politiques et financiers visant à réduire les carences en micronutriments chez les jeunes enfants restent faibles par rapport aux ressources affectées en faveur d'autres priorités de développement. Les programmes appuyés par une aide alimentaire, dont les dépenses consacrées aux aliments enrichis pour les jeunes enfants ne représentent qu'une fraction minime, ne bénéficient que d'environ 1 pour cent des dépenses sociales.
10. L'enrichissement des aliments présente plusieurs avantages par rapport aux autres solutions possibles: il peut constituer un moyen peu coûteux et efficace à effet très large. En Amérique centrale, les gouvernements ont axé leurs interventions d'enrichissement sur la fourniture de vitamines et de minéraux de complément dans les aliments de base — sucre, sel et blé— et non sur la mise au point d'aliments de complément adaptés aux jeunes enfants du point de vue nutritionnel et culturel qui soient à la portée des familles à faible revenu et puissent être incorporés dans des programmes sociaux. Les familles à faible revenu n'ont généralement pas les moyens de se procurer ces produits même lorsqu'ils sont disponibles.
11. Les études et les conclusions des missions du PAM ont identifié les facteurs qui limitent l'accès aux aliments de complément enrichis: coût de production élevé, faible valeur nutritionnelle, produits mal adaptés à la culture locale et obstacles à la distribution qui empêchent l'accès aux zones isolées où les carences en vitamines et en minéraux sont particulièrement répandues. En l'absence de subventions importantes de l'État, la plupart des produits ne sont pas viables commercialement pour les populations pauvres souffrant d'insécurité alimentaire et il reste impossible, à long terme, de les utiliser dans les programmes sociaux. La plupart des aliments enrichis disponibles ne conviennent pas du point de vue culturel et nutritionnel aux enfants pendant la période de sevrage progressif: ainsi, les compléments liquides disponibles dans plusieurs pays sont dangereux s'ils servent à remplacer le lait maternel au lieu de le compléter; certains produits ont aussi une forte teneur en sucre et d'autres n'ont pas été acceptés par les bénéficiaires à cause de stratégies de commercialisation médiocres et du recours à des produits importés inconnus.
12. Les produits de complément enrichis n'ont pas été suffisamment intégrés dans les programmes de nutrition de sorte qu'une bonne occasion d'incorporer des produits enrichis dans les programmes intégrés d'apports en micronutriments a été perdue. Les programmes d'action sociale ont tendance à favoriser l'alimentation thérapeutique et l'alimentation en institution au détriment de l'action préventive contre les carences en micronutriments et macronutriments. Les programmes appuyés par une aide alimentaire touchent les enfants d'âge scolaire plus que les enfants plus jeunes parce qu'il est plus facile de contacter le premier groupe dans les écoles.
13. Les programmes sociaux de nutrition pourraient être élargis et améliorés si des aliments de complément enrichis étaient prévus pour les jeunes enfants et si les zones les plus pauvres étaient particulièrement visées.

### **Action du PAM en faveur de la réduction des carences en vitamines et en minéraux**

14. Ce projet s'inspirera des importantes contributions apportées par le PAM à la réduction des carences en micronutriments en Angola, au Bangladesh, en Bolivie, en Inde et en

---

<sup>6</sup> CEPALC. 2005. *Panorama social de l'Amérique latine 2002-2003*. Santiago.



Zambie, notamment des travaux concernant la mise au point de formules de produits, la production locale et la sensibilisation des populations.

15. Les actions engagées récemment par le PAM dans la région, notamment les études et les réunions conjointes CEPALC/PAM sur la faim, les ateliers techniques de ciblage organisés avec le Secrétariat mexicain au développement social et les travaux avec le Gouvernement brésilien ont fait ressortir la nécessité de politiques et programmes qui permettent de traiter les carences en micronutriments et d'améliorer l'accès aux aliments nutritifs pour prévenir la malnutrition chez les enfants. Dans certains pays, on hésite à modifier les produits parce qu'ils sont associés à des programmes officiels ou ont une identité nationale. Le Forum andin sur la faim CEPALC/PAM qui a eu lieu à Quito en 2004 a mis ces problèmes en lumière et a notamment recommandé d'utiliser les produits locaux pour mettre au point des aliments enrichis destinés aux enfants.
16. En Amérique centrale, le PAM appuie la bonne nutrition et la santé des enfants en fournissant des produits enrichis conçus pour les enfants âgés de 6 à 59 mois. L'aide alimentaire est associée à des mesures visant à améliorer l'accès aux soins de santé et à l'éducation des femmes et des jeunes filles. Dans les opérations d'urgence et les interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) du PAM, des aliments enrichis sont fournis pour prévenir la dégradation de l'état nutritionnel.
17. Le PAM a récemment collaboré avec les gouvernements du Pérou et du Guatemala pour étudier des produits enrichis au niveau local à utiliser dans des projets pilotes de nutrition intégrée dans les zones isolées. Ces projets pilotes traitent les causes de la malnutrition comme l'accès limité à des aliments d'une qualité et d'un volume suffisants, les pratiques d'alimentation complémentaire peu adaptées et les pratiques de santé médiocres. L'organisation d'une production locale d'aliments riches en micronutriments et bien adaptés du point de vue culturel pour les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes, constitue un élément clé de ces projets. Le PAM a également travaillé avec les gouvernements à réduire les coûts en utilisant des produits locaux; ainsi, en Équateur, il a contribué à stimuler la production locale tout en appuyant l'amélioration de la nutrition. Ces projets apportent des enseignements importants pour concevoir et exécuter des programmes nationaux intégrés d'apports en micronutriments en Amérique centrale.

## Justification du projet

18. L'enrichissement des aliments en micronutriments est reconnu au niveau international comme un instrument de développement extrêmement efficace et financièrement rationnel, mais les gouvernements ne l'utilisent pas assez pour lutter contre la malnutrition. Les interventions de santé publique dans les pays visés ne réussissent pas à réduire les carences en micronutriments généralisées, du fait principalement que les programmes sociaux appuyés par une aide alimentaire visent rarement les enfants âgés de 6 à 36 mois<sup>7</sup>. La collaboration des gouvernements et du PAM montre que tous les intervenants sont disposés à élargir les mesures d'enrichissement de façon à toucher les jeunes enfants et fournir des aliments de complément enrichis à des prix abordables. Le partenariat entre le PAM et le Gouvernement du Guatemala offre un bon exemple du rôle que le PAM peut de plus en plus jouer pour promouvoir des aliments de sevrage riches en micronutriments afin de compléter l'allaitement maternel.

---

<sup>7</sup> Les femmes enceintes et les mères allaitantes constituent un groupe cible important des programmes de santé maternelle et infantile. Dans le présent projet, ce groupe recevrait une aide dans le cadre des programmes de nutrition intégrée. Les enfants de six à 36 mois sont privilégiés parce que ce groupe d'âge manque d'aliments nutritifs dans les périodes de développement et les situations d'urgence.



19. La réduction des coûts de production permettrait d'améliorer de nombreux produits mais les gouvernements doivent se convaincre qu'il est financièrement rationnel de modifier les formules des aliments enrichis et les mères doivent être informées des avantages qu'apportent les aliments de sevrage nutritifs. Pour élargir les programmes d'apports en micronutriments dans le cadre des interventions de nutrition intégrée, il faut i) consacrer davantage de ressources à ces programmes, ii) renforcer les capacités de conception, iii) adapter les formules d'aliments enrichis à la situation locale, et iv) mieux faire comprendre l'importance des micronutriments dans le régime alimentaire. L'affectation de ressources suffisantes à la lutte contre les carences en micronutriments exige une volonté politique.
20. Le PAM, partenaire reconnu des programmes relatifs à la nutrition et aux micronutriments en Amérique centrale, renforcera son expérience régionale des programmes d'enrichissement des aliments et de nutrition pour améliorer la qualité et les disponibilités d'aliments destinés aux jeunes enfants dans les pays en développement et les situations d'urgence. Le projet pilote en cours au Guatemala a mieux fait connaître l'action du PAM dans le domaine de l'enrichissement des aliments; le PAM tirera profit de ses bons rapports avec les gouvernements, l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires pour mobiliser la volonté politique. Il s'attachera particulièrement à augmenter les ressources afin d'améliorer progressivement les fournitures d'aliments de complément enrichis.
21. Le PAM est bien placé pour contribuer à élargir l'accès des jeunes enfants aux aliments de complément enrichis. Sa longue expérience de la région, notamment dans le domaine de la santé maternelle et infantile, et les actions qu'il a récemment entreprises pour mettre au point des produits peu coûteux à des fins de nutrition intégrée lui permettent de travailler avec les gouvernements et le secteur privé à sensibiliser l'opinion et renforcer les capacités de lutte contre les carences en vitamines et en minéraux et contribuer à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

---

## OBJECTIFS DU PROJET ET RESULTATS ATTENDUS

22. Le projet de renforcement des capacités qui est proposé a pour objectif global d'accroître l'engagement des gouvernements et leurs capacités de faire reculer la faim et la malnutrition au moyen de programmes sociaux intégrés et ciblés d'apports en micronutriments.
23. Les objectifs spécifiques sont les suivants:
  - aider les gouvernements d'Amérique centrale à renforcer ou à mettre en place des programmes intégrés d'apports en micronutriments visant les enfants âgés de 6 à 36 mois;
  - améliorer les formules et la production d'aliments de complément enrichis peu coûteux et appropriés du point de vue culturel et nutritionnel;
  - faire mieux prendre conscience aux gouvernements du coût social élevé des carences en micronutriments et du faible coût de l'action tendant à éliminer ces problèmes;
  - renforcer l'établissement de réseaux entre les gouvernements, les organismes des Nations Unies, le secteur privé et d'autres acteurs pour résoudre les problèmes de carences en vitamines et en minéraux.





24. Les résultats attendus à long terme sont les suivants:
- renforcement des capacités techniques d'étudier, de produire et de distribuer des aliments nutritifs destinés aux jeunes enfants dans les situations de développement et d'urgence;
  - engagement renforcé des gouvernements et du secteur privé de lutter contre les carences en micronutriments;
  - collaboration entre les gouvernements, les institutions et les partenaires pour appuyer des programmes intégrés d'apports en micronutriments;
  - mesures nationales destinées à lutter contre les carences en vitamines et en minéraux chez les jeunes enfants;
  - accroissement des ressources gouvernementales destinées à financer les programmes intégrés d'apports en micronutriments;
25. Les résultats attendus à court terme sont les suivants:
- des aliments de complément enrichis et améliorés sont disponibles pour être utilisés dans le cadre de programmes intégrés d'apports en micronutriments;
  - des aliments adaptés aux jeunes enfants sont disponibles pour être utilisés dans les situations d'urgence;
  - enfin, des réseaux sont mis en place pour appuyer les politiques et programmes concernant les micronutriments.

---

## STRATEGIE D'EXECUTION

26. En partenariat avec les Gouvernements du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, le projet permettra de lutter contre les carences en micronutriments au moyen de deux composantes principales:
- appui technique pour renforcer la capacité de produire et de distribuer des aliments de complément enrichis destinés aux enfants de 6 à 36 mois dans les situations de développement et d'urgence;
  - activités de plaidoyer et mise en place de réseaux afin d'élargir les programmes d'enrichissement des aliments et de nutrition intégrée; le projet visera à fournir de bonnes bases aux politiques et à accroître les ressources destinées à l'enrichissement par l'intermédiaire du secteur public et du secteur privé.
27. Ce projet de renforcement des capacités prévoit une méthode déterminée par la demande et un apprentissage par la pratique pour aider les gouvernements à combattre la faim. La stratégie s'inspire des objectifs de la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en privilégiant la promotion d'une alimentation de complément opportune, suffisante, sans danger et appropriée avec poursuite de l'allaitement maternel pour tous les enfants<sup>8</sup>.
28. Ce projet, qui fait partie intégrante de la stratégie du bureau régional, est étroitement lié aux activités de l'Organisation dans les domaines de la Priorité stratégique 5, des politiques en matière d'enrichissement en micronutriments, de l'intégration de la nutrition dans les

---

<sup>8</sup> OMS, 2003. *Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant*. Genève.



programmes du PAM, de la nutrition dans les situations d'urgence<sup>9</sup> et de la problématique hommes-femmes. Il est conçu pour compléter les initiatives du bureau régional, en particulier le projet de développement 10411, intitulé "Renforcement des capacités et assistance technique à l'appui des programmes de protection sociale basée sur les vivres" ainsi que la stratégie de planification préalable et d'intervention de la région.

29. Le PAM participera à la planification, à la conception et à l'exécution des activités du projet; des liens seront établis avec les services d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) des bureaux de pays pour identifier les zones où l'anémie et les carences en fer sont particulièrement fréquentes chez les enfants. Dans les pays où le PAM n'est pas présent en permanence, des partenaires seront identifiés dans le cadre des mémorandums d'accord du bureau régional. Le projet fera appel à l'expérience de l'Organisation pour assurer des synergies sur le terrain et au Siège.

### Assistance technique

30. Le projet tirera parti des progrès de la programmation et portera sur l'accès aux aliments de complément enrichis des enfants de 6 à 36 mois. Avec l'appui du PAM et de l'INCAP, principal partenaire technique du projet, les gouvernements feront l'inventaire des produits et programmes existants de lutte contre les carences en micronutriments pendant la petite enfance. Des activités seront sélectionnées sur la base des conclusions des études afin d'améliorer les aliments de complément enrichis destinés aux jeunes enfants. Les stratégies nationales varieront suivant le contexte politique et les programmes, compte tenu de la nécessité de disposer de mécanismes pour assurer la mise au point, la distribution et la commercialisation des produits dans chaque pays.

#### ⇒ *Évaluations et études*

31. Dans chaque pays, un bilan des mesures concernant les micronutriments sera établi pour déterminer les domaines où il est possible d'améliorer l'efficacité et l'efficacités. Il s'agit avant tout d'identifier les produits qui sont disponibles sur le marché ou distribués dans le cadre de programmes sociaux, leur diffusion, leur valeur nutritive, leur rapport coût-efficacité et leur conformité aux normes nationales et internationales. Avec l'appui de partenaires comme l'UNICEF, l'INCAP/Organisation panaméricaine de la santé (OPS), l'Initiative Micronutriments et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, le PAM encouragera les échanges de vues avec les gouvernements sur l'utilisation plus efficace des produits pour répondre aux besoins des jeunes enfants. Ces activités permettront de mieux connaître l'enrichissement des aliments et aideront ceux qui travaillent sur le terrain à renforcer la mise en œuvre des politiques et programmes nutritionnels. Les activités ci-après seront entreprises:

- i) examen des données relatives aux carences en micronutriments aux niveaux national et infranational et de la situation des programmes en cours dans ce domaine qui visent les jeunes enfants —efficacité, efficacité, portée et ciblage— de façon à recenser les aliments de complément enrichis à mettre à la disposition de tous les agents de terrain et à préparer un inventaire des meilleures pratiques.

---

<sup>9</sup> "Vivres pour la nutrition: intégrer la nutrition dans les programmes du PAM" (WFP/EB.A/2004/5-A/1); "Enrichissement en micronutriments: l'expérience du PAM et la voie à suivre" (WFP/EB.A/2004/5-A/2); "La nutrition en période de crise: l'expérience du PAM et les difficultés à surmonter" (WFP/EB.A/2004/5-A/3).



- ii) examen technique des aliments de complément enrichis disponibles sur le marché ou dans le cadre de programmes sociaux appuyés par une aide alimentaire; le projet permettra d'évaluer le coût, la valeur nutritionnelle, l'ampleur de la distribution et l'adéquation culturelle de ces produits et de formuler des recommandations visant à améliorer la qualité nutritionnelle et les disponibilités de ces aliments pour les jeunes enfants pauvres;
- iii) examen des interventions d'urgence appuyées par une aide alimentaire afin d'évaluer le caractère approprié ou non des aliments fournis aux jeunes enfants; le projet appuiera la production d'aliments nutritifs pour les jeunes enfants dans le cadre de différentes interventions d'urgence;
- iv) étude des liaisons à établir éventuellement entre l'enrichissement des aliments, le VIH/sida, la sécurité alimentaire et la nutrition, et d'un examen plus détaillé des possibilités qu'offrent les programmes sociaux de répondre aux besoins en micronutriments des personnes qui vivent avec le VIH/sida.

⇒ *Mise au point et production d'aliments de complément enrichis*

32. Le projet associera les gouvernements, le secteur privé selon les possibilités, et l'INCAP pour mettre au point et améliorer des aliments de complément enrichis, conformément à l'orientation stratégique du PAM dans la région et sur la base de l'expérience tirée de la collaboration avec les gouvernements, notamment dans les pays où le PAM fournit déjà une assistance technique dans le domaine de l'enrichissement des aliments (Bolivie, Équateur, Guatemala et Pérou). Le projet permettra de:

- définir des stratégies d'assistance technique par pays pour la mise au point, la production et la distribution d'aliments de complément enrichis; l'appui technique fourni au titre du projet sera adapté à chaque pays en fonction des besoins des secteurs public et privé et aidera les gouvernements à étudier et améliorer des produits qui soient peu coûteux, produits sur place et adaptés du point de vue nutritionnel et culturel, en portant une attention particulière aux enfants autochtones;
- appuyer la mise au point ou la modification des formules de produits, selon le cas, dans chaque pays et les mécanismes de production et de distribution, notamment les essais d'acceptabilité; un technologue de l'alimentation travaillera avec le gouvernement pour mettre au point des formules de produits avec l'aide des associations nationales d'enrichissement des aliments et travaillera avec le groupe consultatif technique du PAM pour assurer l'harmonie avec les politiques générales du Programme; celui-ci fournira le pré-mélange et les gouvernements les produits de base à enrichir;
- traiter des questions liées à la participation du secteur privé à la production d'aliments de complément enrichis, des mesures visant à améliorer les achats au niveau national et régional, du contrôle de la qualité, du conditionnement, de la commercialisation à but social, et de la sensibilisation des consommateurs;
- aider les gouvernements et le secteur privé à adopter des politiques et des cadres juridiques d'appui et à appliquer les normes et les codes d'usages concernant la sécurité et la qualité des aliments de la Commission du Codex Alimentarius<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> Organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'OMS, qui est organe international suprême dans le domaine des normes alimentaires. Le projet tiendra compte des nouvelles directives que la Commission du Codex Alimentarius prépare actuellement au sujet de l'enrichissement des aliments de complément.



⇒ *Intégration d'aliments de complément enrichis dans les programmes sociaux de nutrition*

33. Le PAM travaillera avec les gouvernements pour introduire des aliments de complément enrichis dans les programmes sociaux et assurer la programmation intégrée. L'objectif consiste à améliorer l'accès aux aliments de complément enrichis des enfants de 6 à 36 mois par le biais des programmes de santé maternelle et infantile en tirant parti des partenariats et des arrangements existants dans ce domaine dans sept pays. Le projet permettra de:

- définir les besoins d'assistance technique pays par pays suivant une démarche déterminée par la demande qui permettra aux gouvernements de définir, concevoir et gérer des programmes intégrés d'apports en micronutriments; des partenaires d'assistance technique seront identifiés pour favoriser la coopération Sud-Sud et les échanges en Amérique centrale, en mettant par exemple à profit l'expérience du Système d'information et de surveillance alimentaire et nutritionnelle (SISVAN);
- organiser des ateliers et des stages de formation sur les thèmes suivants:
  - gestion des vivres, ciblage et rayon d'action;
  - activités de déparasitage, d'assainissement et de santé dans le cadre de partenariats;
  - promotion de l'allaitement maternel exclusif et constant qui apporte des macronutriments et des micronutriments aux jeunes enfants;
  - soutien nutritionnel aux femmes enceintes et aux mères allaitantes conformément à l'Engagement renforcé en faveur des femmes 1;
  - système de suivi et de surveillance avec établissement de données de référence pour l'analyse de l'impact.

⇒ *Aide alimentaire d'urgence pour les jeunes enfants*

34. Les échanges de vues préliminaires avec les gouvernements de la région ont bien montré combien il est important de fournir des rations d'urgence nourrissantes aux jeunes enfants. En consultation avec l'INCAP/OPS, le PAM formulera des recommandations tendant à améliorer les aliments d'urgence destinés aux enfants de 6 à 36 mois sur la base d'un examen technique des produits disponibles. Le PAM préconisera l'inclusion d'aliments destinés aux jeunes enfants dans les réserves d'urgence, aidera les gouvernements à identifier les possibilités de stocker des produits à plus longue conservation et veillera à ce que le cas des jeunes enfants soit suffisamment pris en considération, par exemple dans les plans d'urgence. Un examen des produits existants et en cours d'étude sera entrepris pour faire en sorte que des aliments nourrissants soient disponibles pour les jeunes enfants dans les périodes de crise.

⇒ *Suivi et évaluation des résultats*

35. Le comité de pilotage technique créé pour ce projet de renforcement des capacités qui comprend des représentants de l'Université Tufts, des gouvernements, de l'UNICEF et de l'INCAP/OPS, appuiera la mise au point de méthodes concernant les données de référence et l'évaluation de l'impact. Le projet permettra d'établir des mécanismes de suivi des résultats à court et à plus long terme et de l'impact. Les résultats émanant du suivi et de l'évaluation seront utilisés dans les activités de plaidoyer, de mobilisation des ressources et de formulation de politiques.



36. Des données de référence seront établies afin de suivre l'amélioration des formules de produits et de la production d'aliments de complément enrichis, le respect des normes de sécurité sanitaire des aliments et l'intégration des produits dans les programmes sociaux. L'efficacité de tous les aliments de complément enrichis modifiés ou nouvellement mis au point sera évaluée. Les informations ainsi obtenues seront incorporées dans les activités du projet et communiquées aux partenaires.
37. Le projet utilisera des études de cas pour mesurer certains indicateurs au niveau des résultats et de l'impact, par exemple les variations de l'anémie chez les enfants bénéficiant de programmes nutritionnels des gouvernements appuyés par le projet. Les effets des programmes sur la nutrition seront déterminés avec utilisation de groupes témoins. La sélection des sites de l'échantillon privilégiera les zones exposées à l'insécurité alimentaire pour lesquelles des données sur la nutrition sont disponibles.

### **Activités de plaidoyer et constitution de réseaux**

38. L'établissement de réseaux et la mobilisation d'intervenants afin d'appuyer l'enrichissement des aliments et de faire prendre conscience du coût social élevé des carences en vitamines et en minéraux constituent des éléments importants du projet. La mobilisation de la volonté politique et des ressources du secteur public et du secteur privé grâce à des plaidoyers reposant sur des données de fait est indispensable pour élargir la diffusion des aliments de complément enrichis en Amérique centrale.
39. Les activités de plaidoyer seront axées sur: i) l'amélioration de l'accès des enfants aux aliments de complément afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement; ii) les avantages des programmes d'enrichissement et des programmes intégrés d'apports en micronutriments en vue de renforcer les cadres juridiques, les politiques et les programmes des gouvernements. Les activités de plaidoyer soutenues par le PAM et les messages de sensibilisation contribueront à faire comprendre que les ménages et les sociétés progressent lorsque les enfants sont mieux nourris, éduqués et formés. Le PAM interviendra auprès des gouvernements, des parlements, des associations nationales en faveur de l'enrichissement des aliments et des programmes spéciaux de lutte contre la faim comme le Front contre la faim au Guatemala.
40. Un environnement favorisant l'accès aux aliments de complément enrichis ne pourra être créé qu'avec la participation du secteur privé, des groupes de consommateurs et des organismes publics. La mobilisation des ressources sera rationalisée et l'action sera orientée vers les ministères du commerce et de la planification nationale et le secteur privé. Les actions de mobilisation mettront en lumière les obligations associées à la responsabilité sociale, notamment l'application des conventions internationales sur l'allaitement maternel prolongé et du Codex Alimentarius. Les activités suivantes seront entreprises avec l'UNICEF et avec d'autres partenaires:
  - des consultations annuelles sur la sensibilisation et les questions techniques dans tous les pays pour tous les agents intéressés afin de mobiliser l'appui des gouvernements en faveur de l'élimination des carences en vitamines et en minéraux et de poser les bases de partenariats officiels avec le secteur privé, promouvoir l'enrichissement des aliments et diffuser les enseignements tirés;
  - un forum régional afin de mettre en commun les expériences et les réalisations dans les sept pays; le PAM s'efforcera de constituer un réseau régional pour appuyer les programmes ciblés d'apports en micronutriments.



## EXECUTION DU PROJET

41. Le projet sera exécuté sous l'autorité du bureau régional en collaboration avec les services techniques du Siège.
42. Une équipe de base du bureau régional sera chargée de coordonner les activités au niveau de la région et des pays et sera menée par un directeur de projet (nutritionniste), un technologue de l'alimentation et un assistant, avec la collaboration de consultants engagés pour une brève durée, notamment de spécialistes de la gestion axée sur les résultats, de la commercialisation à but social, des activités de plaidoyer, de la problématique hommes-femmes et de la formation.
43. Le directeur de projet sera placé sous l'autorité du directeur régional. Les autres membres de l'équipe prépareront les propositions de services techniques, fourniront une assistance technique et veilleront à ce que les normes de qualité soient appliquées conformément aux objectifs du projet. L'équipe travaillera avec le bureau régional INCAP/OPS au Guatemala et le bureau régional de l'UNICEF. Le Comité de pilotage technique fournira un appui à la mise au point de méthodes concernant les données de référence et l'évaluation de l'impact.
44. Le directeur de projet nommera des coordonnateurs de pays qui travailleront, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux du PAM pour assurer la collaboration de tous les participants.

## Partenariats

45. Un processus déterminé par la demande sera lancé pour permettre aux gouvernements de devenir partenaires à part entière du PAM. Sur la base des priorités des gouvernements, le PAM pourra également fournir un appui dans les domaines de la logistique et des achats en favorisant les mécanismes régionaux le cas échéant. Le projet s'appuiera sur la coopération déjà engagée avec l'UNICEF, l'INCAP, l'OPS et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et soutiendra la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant<sup>11</sup>.
46. L'UNICEF sera le principal partenaire du PAM en ce qui concerne l'action visant à influencer sur les politiques, les cadres juridiques et l'affectation des ressources aux programmes sociaux au niveau national. Cette action se fondera sur les directives et recommandations de la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et privilégiera les besoins nutritionnels des enfants pendant la période d'alimentation complémentaire. Le principal partenaire en ce qui concerne l'assistance technique sera l'INCAP/OPS. La collaboration avec des organisations non gouvernementales comme Action contre la faim et Plan International engagées en application des mémorandums d'accord en vigueur sera renforcée pour favoriser la mise en œuvre du projet. Le PAM continuera de collaborer avec les fournisseurs d'assistance technique comme le Centre de lutte contre les maladies et de prévention (CDC), l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, les associations nationales pour l'enrichissement des aliments, le programme relatif aux micronutriments de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Projet d'assistance technique pour l'alimentation et la nutrition (FANTA) et l'Initiative Micronutriments.

---

<sup>11</sup> OMS. 2003. *Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant*.



## Budget

47. Ce projet ne comporte pas de livraison de vivres de sorte qu'il n'est pas prévu de coûts opérationnels directs (COD). Les coûts d'appui directs (CAD) représentent 36 pour cent des coûts totaux du projet; les autres coûts opérationnels directs (Autres COD) en représentent 64 pour cent y compris le coût du pré-mélange. L'assistance technique directe représente 52 pour cent du total, les activités de plaidoyer et de réseaux 17 pour cent, les services de consultants et les frais généraux 27 pour cent et les provisions pour imprévus 4 pour cent.
48. Le coût pour les gouvernements s'élève à environ 315 dollars par tonne (céréale de base, meunerie, enrichissement et conditionnement). Le PAM soutiendra les appels d'offres locaux si les gouvernements le demandent.

## BENEFICIAIRES ET AVANTAGES

49. Ce projet s'inspire de la Priorité stratégique 5 et est particulièrement orienté vers le renforcement des capacités, la consolidation des liaisons entre le secteur privé et le gouvernement, le partage des connaissances et le renforcement des partenariats pour réduire les carences en micronutriments chez les jeunes enfants. Grâce au renforcement des capacités et à la constitution d'alliances, le projet améliorera les services fournis dans le cadre de programmes sociaux appuyés par une aide alimentaire et améliorera le sort des enfants à risque du point de vue nutritionnel. Les liens avec d'autres actions de renforcement des capacités sont susceptibles de produire des effets multiplicateurs entre secteurs comme la santé, la nutrition, l'éducation et l'assainissement.
50. Les bénéficiaires du projet seront les suivants:
  - un nombre moyen de 100 000 enfants par pays qui recevront des produits enrichis en micronutriments et d'autres types d'aide dans le cadre de programmes gouvernementaux intégrés d'apports en micronutriments;
  - les enfants qui recevront des aliments nourrissants pendant les premiers jours d'une crise;
  - les agents des gouvernements et les responsables politiques qui auront de meilleures capacités techniques de concevoir et d'entreprendre des actions peu coûteuses et efficaces pour remédier aux carences en micronutriments, notamment l'élaboration, la production et la distribution de produits de complément enrichis;
  - les agents des gouvernements et les responsables politiques qui auront de meilleures capacités techniques de répondre aux besoins des jeunes enfants dans les situations de crise;
  - les associations nationales pour l'enrichissement des aliments, les initiatives nationales spéciales de lutte contre la faim, les institutions universitaires et les groupes consultatifs techniques disposant de réseaux et d'alliances pour lutter contre la malnutrition liée aux carences en micronutriments chez les jeunes enfants.
51. Les avantages attendus sont les suivants:
  - amélioration de la composition des aliments de complément enrichis et de leur production;
  - incorporation plus fréquente de produits de complément enrichis dans les programmes sociaux des gouvernements;



- renforcement de la capacité de concevoir, cibler et gérer des programmes intégrés d'apports en micronutriments et d'assurer leur impact;
- mise en commun des meilleures pratiques en matière de programmes intégrés d'apports en micronutriments pour les jeunes enfants, ce qui permettra de fonder sur de meilleures informations les décisions, l'affectation des ressources, la formulation des politiques et la gestion des programmes;
- renforcement des partenariats entre les gouvernements, les associations nationales pour l'enrichissement des aliments, le secteur privé et d'autres intervenants en vue de la production et de la distribution d'aliments enrichis en micronutriments;
- accroissement des ressources en nature fournies par les gouvernements, notamment les ressources humaines et les produits de base destinés à l'enrichissement;
- inclusion de produits enrichis pour les jeunes enfants dans les stocks d'urgence;
- meilleure acceptabilité des aliments de complément enrichis grâce à la commercialisation à but social et à la communication à l'intention des consommateurs.

## SUIVI ET EVALUATION

52. Le suivi et les comptes rendus des résultats du projet seront assurés dans le cadre de la gestion axée sur les résultats. Dans le projet, le suivi et l'évaluation des résultats constituent une activité spécifique de renforcement des capacités. Le comité de pilotage technique appuiera la mise au point d'une série d'indicateurs qui seront utilisés dans le projet et par les gouvernements dans le cadre de programmes sociaux appuyés par une aide alimentaire et il étudiera les méthodologies.
53. Le cadre logique présenté à l'annexe III comprend des indicateurs d'impact, et de résultats à court et à plus long terme qui seront incorporés dans le système de suivi et mesurés pendant l'exécution du projet et à son achèvement; une évaluation extérieure portera alors sur l'état d'avancement et les résultats obtenus dans le contexte de la Priorité stratégique 5 et sur le renforcement de la capacité d'améliorer les aliments de complément enrichis et de favoriser leur inclusion dans des programmes intégrés d'apports en micronutriments. Les coûts sont inscrits à la rubrique des CAD.

## RISQUES

54. Les risques sont liés à la volonté politique des gouvernements d'Amérique centrale d'affecter des ressources pour améliorer l'accès aux aliments de complément dans le cadre de programmes intégrés d'apports en micronutriments. Le projet tentera d'atténuer le risque que les gouvernements ne fournissent pas de ressources en nature à l'appui du projet en assurant la mobilisation rapide et permanente des ressources et de la volonté politique.

## COORDINATION ET CONSULTATION

55. Le PAM assurera la coordination avec les Nations Unies et les autres processus de consultation aux niveaux national et régional. Le projet s'appuiera sur les engagements pris au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) et des bilans communs de pays et continuera de suivre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans les pays, le projet sera mené en coordination avec les





associations nationales en faveur de l'enrichissement des aliments, les ministères, le secteur privé et les actions nationales spéciales contre la faim, notamment le Front contre la faim au Guatemala. Le PAM continuera de plaider pour que la faim et la malnutrition figurent dans les documents stratégiques de lutte contre la pauvreté en Amérique centrale.

56. Des réseaux, associations et instituts importants seront mobilisés: Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, Groupe consultatif international sur la vitamine A, Groupe international sur l'anémie d'origine nutritionnelle, Université Tufts, Université Emory de santé publique et Forum latino-américain sur la nutrition. Le PAM continuera de participer aux travaux de groupes techniques consultatifs comme le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies.
57. Le PAM continuera de soutenir les réunions au sommet et les consultations au niveau régional et de plaider pour l'inscription de la faim et de la malnutrition dans les ordres du jour politiques. Ainsi, en mai 2005, le PAM et le Gouvernement du Panama organiseront une consultation technique en liaison avec le quatrième sommet des chefs d'État des pays associés aux États des Caraïbes.

---

## RECOMMANDATION

58. Le Conseil d'administration est prié d'approuver le projet dans les limites du budget présenté aux annexes I et II.



## ANNEXE I

<b>VENTILATION DES COÛTS DU PROJET — AUTRES COÛTS OPÉRATIONNELS DIRECTS (Dollars)</b>	
<b>Personnel et coûts connexes</b>	
Consultants internationaux (y compris voyages)	1 016 596
Consultants nationaux	625 540
Assistance temporaire	184 008
Volontaires des Nations Unies	
Formation de personnel extérieur au PAM	881 772
Voyages	241 488
<b>Total partiel</b>	<b>2 949 404</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>	
Location de locaux	
Services collectifs	
Fournitures de bureau	
Communications et services TI	
Assurances	
Réparation et entretien du matériel	
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	
Services sous contrat	
Autres dépenses de bureau	
<b>Total partiel</b>	
<b>Équipement et autres coûts fixes</b>	
Outils et équipement agricoles	
Matériaux et équipement pour cuisines et cantines	
Matériaux et équipement intéressant la santé	
Matériaux et équipement intéressant l'enseignement	
Matériaux de construction	
Véhicules	
Équipement TC/TI	
Autres outils, matériaux et équipement	
Frais de transformation des aliments	<b>638 996</b>
<b>Total partiel</b>	<b>638 996</b>
<b>TOTAL AUTRES COD</b>	<b>3 588 400</b>

\* Les CAI atteignent 390 746 dollars.



**ANNEXE II**

<b>BESOINS D'APPUI DIRECT (Dollars)</b>	
<b>Personnel</b>	
Fonctionnaires internationaux du cadre organique	1 375 200
Fonctionnaires nationaux du cadre organique	
Personnel national des services généraux	75 750
Consultants internationaux	60 000
Voyages officiels du personnel	225 000
<b>Total partiel</b>	<b>1 735 950</b>
<b>Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes</b>	
Location de locaux	45 396
Services collectifs	24 590
Fournitures de bureau	37 830
Communications et services TI	56 745
Assurances	18 915
Réparation et entretien du matériel	8 197
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	-
Autres dépenses de bureau	22 068
<b>Total partiel</b>	<b>213 740</b>
<b>Équipement et autres coûts fixes</b>	
Mobilier, outils et équipement	16 000
Véhicules	-
Équipement TC/TI	28 000
<b>Total partiel</b>	<b>44 000</b>
<b>TOTAL CAD</b>	<b>1 993 690</b>



**ANNEXE III: PROJET DE DÉVELOPPEMENT — PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES 10421.0**

**Priorité stratégique 5: aider les gouvernements à élaborer et gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire**

<b>Hiérarchie des résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Risques et hypothèses</b>
<b>Impact</b> 1. Renforcer la volonté et la capacité des gouvernements de réduire la faim et la malnutrition au moyen de programmes sociaux intégrés d'apports en micronutriments.	<b>Indicateurs du niveau d'impact</b> 1.1 Pourcentage d'anémie chez les enfants âgés de 6 à 36 mois visés par le projet. 1.2 Pourcentage des investissements sociaux consacrés à des programmes intégrés d'apports en micronutriments. 1.3 Pourcentage de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 36 mois visés par le projet.	Les gouvernements ont la volonté politique de lutter contre les carences en vitamines et en minéraux en Amérique centrale.  Cet indicateur sera évalué au moyen d'études de cas.
<b>Résultats à plus long terme</b> 1. Renforcement de la capacité technique des gouvernements d'étudier, produire et distribuer des aliments appropriés aux jeunes enfants dans les situations de développement et d'urgence.  2. Engagement renforcé des gouvernements et du secteur privé de remédier aux carences en micronutriments.  3. Modalités de collaboration mises en place par les pays, les institutions et les partenaires à l'appui de programmes intégrés d'apports en micronutriments.	<b>Indicateurs du niveau de résultats à plus long terme</b> 1.1 Pourcentage de programmes sociaux appuyés par une aide alimentaire liés au projet qui prévoient la fourniture d'aliments de complément enrichis améliorés aux enfants de 6 à 36 mois. 1.2 Pourcentage des plans d'urgence des gouvernements qui prévoient la fourniture d'aliments améliorés aux jeunes enfants.  2.1 Pourcentage des mesures et initiatives qui concernent les aliments de complément enrichis en favorisant des aliments appropriés du point de vue culturel qui soient peu coûteux et aient une forte valeur nutritionnelle. 2.2 Pourcentage des ressources des gouvernements consacré à des produits destinés à la préparation d'aliments enrichis pour les enfants de 6 à 36 mois. 2.3 Pourcentage des programmes sociaux de nutrition qui prévoient des activités complémentaires à l'appui d'actions intégrées utilisant des aliments de complément fortifiés.  3.1 Nombre de partenariats officialisés aux niveaux national et régional pour appuyer les mesures et programmes concernant les micronutriments. 3.2 Nombre de contrats signés avec le secteur privé à des fins d'enrichissement des produits.	
<b>Résultats à court terme</b> 1.1 Aliments de complément enrichis améliorés destinés aux enfants de 6 à 36 mois disponibles pour être utilisés dans des programmes intégrés d'apports en micronutriments.  1.2 Aliments de complément enrichis destinés aux jeunes enfants disponibles en quantités suffisantes pour être utilisés dans les situations de crise.	<b>Indicateurs de résultats à court terme</b> 1.1.1 Nombre d'aliments de complément enrichis améliorés qui ont été modifiés, élaborés, mis à l'essai et approuvés. 1.1.2 Nombre de fonctionnaires des gouvernements nationaux formés à la conception de projets relatifs aux aliments de complément enrichis. 1.2.1 Stocks d'aliments de complément enrichis destinés aux jeunes enfants qui sont intégrés dans les rations d'urgence des gouvernements.  1.2.2 Nombre d'enfants recevant des aliments de complément enrichis dans le cadre des programmes de nutrition et des secours d'urgence des gouvernements.	



**ANNEXE III: PROJET DE DÉVELOPPEMENT — PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES 10421.0**

**Priorité stratégique 5: aider les gouvernements à élaborer et gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire**

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
2.1 Plaidoyer et appui à la formulation de politiques nationales pour lutter contre les carences en vitamines et minéraux chez les jeunes enfants au moyen de programmes intégrés d'apports en micronutriments.	2.1.1 Nombre d'ateliers et de consultations. 2.1.2 Forum régional sur les carences en vitamines et en minéraux chez les jeunes enfants.	
3.1 Réseaux mis en place pour appuyer les politiques et programmes concernant les micronutriments.	3.1.1 Réseaux mis en place pour faciliter la formation, les ateliers, le partage de connaissances Sud-Sud et prochaines manifestations intéressant les carences en vitamines et en minéraux chez les jeunes enfants.	



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique et les Caraïbes
COD	Coûts opérationnels directs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
INCAP	Institut de la nutrition d'Amérique centrale et du Panama
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PIB	Produit intérieur brut
S&E	Suivi et évaluation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance